

07 Avril 98 - INTERNATIONAL

Octobre 90, 'opération Noroît'

OCTOBRE 1990, des troupes françaises, belges et zairoises sont expédiées au Rwanda où la dictature Habyarimana est menacée par l'offensive du Front patriotique rwandais. Très vite, après un vif débat au Parlement, la Belgique, consciente que le motif avancé (la protection de nos compatriotes résidant dans le pays) n'est pour Paris qu'un prétexte, décide de retirer ses troupes. Côté Zaïre, la 'division spéciale présidentielle' du maréchal-gangster Mobutu s'illustrant surtout par son goût du pillage et du viol, doit également quitter les lieux. Ne restent donc sur place que les militaires français qui, à plusieurs reprises, interviendront directement dans les combats, sauvant ainsi une dictature en passe d'être militairement défaite. D'où cette phrase que j'ai entendue répéter à plusieurs reprises en avril-mai 1994, au moment même où le génocide était à son paroxysme: 'Sans les Français, 'çà' n'aurait pu arriver'.

La première fois que cette accusation m'a été assenée, c'était en conclusion d'une interview. Recueillie à Rukara (préfecture de Kibungo, dans l'est du pays). Un adulte d'une quarantaine d'années. Seul survivant de sa famille. Les corps de sa femme et de ses enfants pourrissaient sur la place voisine de l'église, parmi un millier de cadavres. Aucune inhumation ou crémation n'avait encore pu être effectuée. Le village entier puait la mort.

L'opération Noroît est souvent passée sous silence. Le génocide n'a pas explosé au début d'avril 1994 comme un coup de tonnerre imprévisible. Il est donc nécessaire de revenir sur les événements ayant ponctué cette intervention militaire directe décidée par l'Elysée.

* Janvier 1991. Le FPR libère la prison de Ruhengeri (nord-ouest) et ouvre un front dans la région de Byuma (nord-est). Un détachement français intervient. Avec artillerie (servie par des FAR - Forces armées rwandaises -, mais encadrée par des gradés français). Une colonne FPR avançant vers Kigali est stoppée par un hélicoptère de combat français piloté par des Français.

* Février 1991. Janvier Afrika, un transfuge des 'escadrons de la mort' organisés par 'l'Akazu' ('maisonnée' de l'épouse d'Habyarimana) affirmera ultérieurement avoir été 'formé' à cette date et durant les trois mois suivants par des militaires français. Il précisera que ceux-ci 'instruisaient' également des miliciens interahamwe.

* Novembre 1991. Me Eric Gillet, responsable belge de la Fédération internationale des droits de l'homme, révèle que des interrogatoires 'musclés' des prisonniers FPR ou de personnes soupçonnées de sympathie envers la rébellion sont menés par des officiers français.

* Février 1992. Le lieutenant-colonel Chollet est détaché par Paris auprès du général-président Habyarimana 'pour l'organisation de la défense et le fonctionnement de l'institution militaire'.

* Janvier 1993. Une commission d'enquête internationale, conduite notamment par la FIDH, parcourt le Rwanda. L'un de ses membres, Jean Carbonare, affirme avoir vu des 'instructeurs' français dans le camp de Bigogwe, où l'on 'amenait des civils par camions entiers'. 'Ils étaient torturés et tués.'

* Février 1993. La France renforce son dispositif militaire au Rwanda.

* Décembre 1993. Après la signature des accords d'Arusha (en août précédent), les troupes françaises quittent le pays. Mise en place de la MINUAR (mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda).

Durant toute cette période de présence militaire française, des massacres organisés, véritables 'répétitions' du génocide à venir, se multiplièrent. Visant les familles tutsi et les opposants hutu au régime Habyarimana. Cela, dès octobre 1990, date d'arrivée des militaires français, avec les tueries de Kibilira. En janvier 1991, la communauté tutsi des Bagogye est exterminée. Mars 1992, massacres dans le Bugesera. Mai 1992, massacres dans la région de Kibuye. Décembre 1992, massacres dans la région de Gisenyi, le fief du clan Habyarimana... Autant de carnages organisés par l'Etat à son plus haut niveau et perpétrés au su et au vu des militaires et diplomates français présents sur le terrain.

J. C.

ACCUEIL | DERNIER NUMERO | ARCHIVES | RECHERCHE

Page réalisée par Intern@tif - Mardi 7 Avril 1998